

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Eidgenössische Volksinitiative 'Jederzeit Strom für alle (Blackout
stoppen)'**

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Eidgenössische Volksinitiative 'Jederzeit Strom für alle (Blackout stoppen)', 2022 - 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 07.06.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Energie	1
Kernenergie	1

Abkürzungsverzeichnis

Allgemeine Chronik

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Kernenergie

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 29.08.2022
GUILLAUME ZUMOFEN

Un comité d'élus de partis de droite, et notamment du PLR, ainsi que des représentants et représentantes de l'économie ont lancé l'**initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)»**. L'objectif de l'initiative populaire est d'inscrire dans la Constitution que «toute forme de production d'électricité respectueuse du climat est autorisée». Une lecture entre les lignes indique que ce comité a pour objectif de lever l'interdiction de construire des centrales nucléaires. D'après les initiateurs.e.s, le pragmatisme doit primer dans le débat sur le nucléaire. Pour être précis, il estime que l'énergie nucléaire, qui représente plus de 30 pour cent de la consommation d'énergie en Suisse, est indispensable pour garantir la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. Si le comité insiste sur la nécessité d'encourager les énergies renouvelables, il considère que le nucléaire est une réponse adéquate à la tension entre production d'énergie et protection de l'environnement. Cette initiative populaire répond également à une étude publiée au printemps 2022 qui indiquait qu'un tiers des helvètes seraient favorables à la construction de nouvelles centrales nucléaires.

Une alliance de parlementaires du PS, des Verts, des Vert'libéraux, du Centre et de quelques réfractaires du PLR a immédiatement publié un communiqué de presse pour s'opposer à l'initiative populaire. D'abord, le communiqué défend la Stratégie énergétique 2050, adoptée par la population helvétique en mai 2017. Puis, il critique une initiative populaire qui surfe sur une problématique actuelle de la Suisse mais propose une solution qui ne sera opérationnelle que dans 15 à 20 ans, selon le temps de construction d'une centrale nucléaire. En outre, le communiqué souligne que le potentiel en énergie renouvelable n'a pas encore été atteint. Finalement, il précise que la technologie nucléaire n'est pas encore mûre et que des risques pour la population helvétique demeurent.¹

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 19.03.2024
GUILLAUME ZUMOFEN

L'**initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)» a abouti**. Après vérification, la Chancellerie fédérale a validé 125'830 signatures. Comme l'indique la presse helvétique, si cette initiative populaire ne cite pas explicitement l'énergie nucléaire, son objectif est d'autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires afin de sécuriser l'approvisionnement électrique de la Suisse. Dans les détails, le texte précise que «L'approvisionnement en électricité doit être garanti en tout temps. [...] Toute forme de production d'électricité respectueuse du climat est autorisée».

Au final, la date de la votation dépendra du calendrier du Parlement, et de la volonté du ministre de l'énergie Albert Rösti de soumettre un contre-projet. Le parti écologiste a d'ailleurs déjà brandi la menace du référendum en cas de contre-projet.²

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 28.10.2024
GUILLAUME ZUMOFEN

Même si le Conseil fédéral, par l'intermédiaire de son ministre de l'énergie Albert Rösti, préconise le rejet de l'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)», l'exécutif souhaite quand même proposer un contre-projet indirect d'ici fin 2024 afin de sécuriser, à long-terme, l'approvisionnement énergétique en Suisse. L'objectif du **contre-projet indirect** sera non seulement de garantir la quantité actuelle d'électricité consommée sur le territoire helvétique, mais également de fournir une électricité respectueuse du climat et de l'environnement afin de répondre à l'objectif zéro émission nette à l'horizon 2050. Dans cette optique, le Conseil fédéral considère, tout comme le comité d'initiative, que toutes les technologies sûres, fiables et respectueuses du climat et de l'environnement doivent être sur la table des discussions. Face à cette réalité, il estime qu'il est indispensable de **lever l'interdiction de construire des nouvelles centrales nucléaires**.

Si cette prise de parole du ministre de l'énergie a fait l'effet d'une bombe dans la presse helvétique, elle n'est pour autant pas une surprise. Le retour de l'énergie nucléaire dans le débat politique, malgré l'adoption de la Stratégie énergétique 2050, s'est esquissé depuis quelques années, notamment sous l'impulsion du PLR et de l'UDC. Mais surtout, dès l'adoption, en juin 2024, de la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables, la

question de la levée de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, afin de répondre aux objectifs ambitieux de cette réforme de l'énergie, s'est dessinée sur les lèvres de nombreux parlementaires de droite. Alors que la gauche espérait que le tournant vers les énergies vertes fermerait définitivement le dossier du nucléaire, elle n'a pu que constater la stratégie du ministre de l'énergie Albert Rösti, qui a su gagner la campagne de la réforme de l'énergie contre son parti politique, avant de remettre définitivement le dossier du nucléaire sur la table comme souhaité par le PLR et l'UDC depuis quelques années.

La presse s'est agitée pour débattre à la fois des enjeux économiques, techniques et relatifs à la protection de l'environnement, discutant par exemple de la fiabilité des nouvelles technologies de production d'énergie nucléaire, mais aussi des enjeux démocratiques relatifs à la décision populaire, en 2017, d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires.³

Le 20 décembre 2024, le **Conseil fédéral** a ouvert la **procédure de consultation** pour le **contre-projet indirect** à l'initiative populaire «De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout)». Comme annoncé en août 2024, le gouvernement préconise le rejet de l'initiative populaire et propose un contre-projet indirect afin d'assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique sur le long-terme en Suisse. Selon le ministre de l'énergie, Albert Rösti, l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et les évolutions géopolitiques qui en découlent ont fondamentalement altéré les conditions-cadres dans le domaine de l'énergie. Si le Conseil fédéral confirme la prépondérance du développement de la production d'énergie renouvelable indigène, une volonté confirmée dans les urnes avec l'adoption de la loi fédérale pour un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables. Il estime qu'il est nécessaire d'abroger les interdictions de construire et de modifier des centrales nucléaires afin de «créer une assurance en matière d'approvisionnement en électricité». Selon le ministre de l'énergie, la croissance démographique, l'électrification croissante et l'objectif zéro émission nette à l'horizon 2050 forcent la politique énergétique à **lever les interdictions relatives à l'énergie nucléaire** pour éviter une pénurie d'électricité. La procédure de consultation dure jusqu'au 3 avril 2025.

Même si la volonté du Conseil fédéral de lever l'interdiction du nucléaire n'est plus une surprise, l'ouverture de la procédure de consultation a fait réagir la presse helvétique. Les journaux ont parlé de «feu vert pour l'atome» et indiqué que le Conseil fédéral «persiste et signe». Mis à part les enjeux environnementaux et la remise en question de la volonté populaire du 21 mai 2017, la presse a souligné l'absence de débat sur les coûts et le financement d'une nouvelle centrale nucléaire. Si les Vert-e-s ont déjà annoncé le lancement d'un référendum, le PLR a déclaré que la levée de l'interdiction annulerait la «plus grande erreur de ces dernières années en matière de politique énergétique».⁴

1) Résumé de l'initiative populaire « De l'électricité pour tous en tout temps (Stop au blackout) »; SoZ, 28.8.22; 24H, AZ, CdT, LT, Lib, TA, 29.8.22; 24H, 30.8.22; SoZ, 4.9.22

2) Communiqué de presse Chancellerie fédérale du 19.3.24; FF, 2024 652; 24H, 2.2.24; TA, 9.2.24; 24H, Blick, LT, Lib, TA, 17.2.24; Republik, 21.3.24; Lib, 2.4.24

3) Communiqué de presse CF du 28.8.24 (3).pdf; Blick, TA, 10.6.24; NZZ, TA, 11.6.24; Blick, TA, 12.6.24; Bund, WOZ, 13.6.24; TA, 14.6.24; LT, 15.6.24; NZZ, 19.7.24; WW, 25.7.24; NZZ, 13.8.24; TA, 14.8., 15.8., 16.8.24; TA, 20.8.24; NZZS, 25.8.24; LT, TA, 26.8.24; AZ, Blick, CdT, LT, Lib, NZZ, Republik, TA, WOZ, 29.8.24; AZ, Blick, CdT, LT, TA, 30.8.24; AZ, BU, LT, 31.8.24; NZZS, So-Bli, SoZ, 1.9.24; AZ, Lib, TA, 2.9.24; AZ, Bund, TA, 3.9.24; NZZ, 4.9.24; TA, WOZ, WW, 5.9.24; NZZ, 6.9.24; Lib, TA, 7.9.24; SoZ, 8.9.24; AZ, NZZ, 9.9.24; NZZ, 16.9.24; LT, TA, 18.9.24; TA, WW, 19.9.24; Lib, 20.9.24; So-Bli, 22.9.24; AZ, 23.9.24; LT, 25.9., 27.9.24; AZ, CdT, Lib, TA, 30.9.24

4) Communiqué de presse CF du 20.12.24; AZ, Blick, CdT, LT, Lib, TA, 21.12.24